Séminaire d'échanges de pratiques sur les achats publics responsables

IGPDE - 25 novembre 2016

La loi de transition énergétique pour la croissance verte : quelles implications pour les achats publics ?

Anne GUILLOU

Sous-directrice de
l'intégration des démarches de développement durable par les acteurs économiques

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
CGDD/SEEIDD

Crédit photo : Arnaud Bouissou/MEEM

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

La LTECV : quelles implications pour les achats publics ?

- Les objectifs de la loi de transition énergétique
- Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public
- Focus sur l'article 144 de la LTECV
- Comment rendre opérationnelle la LTECV pour la commande publique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

La LTECV : quelles implications pour les achats publics ?

➔ *Les objectifs de la loi de transition énergétique*

- Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public
- Focus sur l'article 144 de la LTECV
- Comment rendre opérationnelle la LTECV pour la commande publique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE pour la CROISSANCE VERTE

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS
DE LA LOI DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

-40% d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990

-30% de consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012

Porter la part des énergies renouvelables à **32%** de la consommation finale d'énergie en 2030 et à **40%** de la production d'électricité

Réduire la consommation énergétique finale de **50% en 2050** par rapport à 2012

-50% de déchets mis en décharge à l'horizon 2025

Diversifier la production d'électricité et baisser à **50%** la part du nucléaire à l'horizon 2025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

La LTECV : quelles implications pour les achats publics ?

- Les objectifs de la loi de transition énergétique

➔ *Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public*

- Focus sur l'article 144 de la LTECV
- Comment rendre opérationnelle la LTECV pour la commande publique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public – Les domaines couverts (1/5)

- Construction/rénovation des bâtiments publics
- Bâtiments et travaux publics
- Développement de transports propres
- Éclairage public
- Entretien des espaces verts
- Restauration collective
- Fournitures

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public - Les domaines couverts (2/5)

- Construction/rénovation des bâtiments publics :
  - Nouvelles constructions sous maîtrise d'ouvrage de l'État, de ses EP ou des collectivités territoriales (article 8) :
    - ✓ être exemplaire énergétiquement et environnementalement
    - ✓ être, à chaque fois que possible, à énergie positive et à haute performance environnementale
  - Pour tous gros travaux de rénovation, atteinte d'un niveau de performance énergétique compatible avec les objectifs nationaux, en tenant compte des spécificités du bâti et en se rapprochant le plus possible des exigences applicables aux bâtiments neufs (article 14)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public - Les domaines couverts (3/5)

- BTP :
  - Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020 (article 70)
  - Chantiers routiers (article 79) :
    - 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers sont réemployés ou orientés vers le recyclage ou autre forme de valorisation matière en 2020 ;
    - Priorité doit être donnée à l'utilisation de matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets :
      - 50 % en masse des matériaux utilisés dans les chantiers de construction sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage en 2017 / 60 % en 2020
      - 10 % en masse des matériaux utilisés dans les couches de surface dans les chantiers de construction et d'entretien sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage en 2017 / 20 % en 2020
      - 20 % en masse des matériaux utilisés dans les couches d'assise dans les chantiers de construction et d'entretien sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage en 2017 / 30 % en 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public – Les domaines couverts (4/5)

- Transports propres:
  - Développement des véhicules à faibles émissions (article 37), pour l'État et ses EP :
    - ✓ 20 % de véhicules automobiles à faibles émissions à chaque renouvellement
    - ✓ 50 % d'autobus/autocars à chaque renouvellement à partir du 1er janvier 2020 ; en totalité en 2025
  - Obligation de doter tout bâtiment de bornes de rechargement : neuf ou lors de travaux sur un parc de stationnement (article 41)
  - Obligation de doter tout bâtiment accueillant un service public équipé de places de stationnement destinées aux agents ou aux usagers du service public d'infrastructures permettant le stationnement des vélos (article 41)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public – Les domaines couverts (5/5)

- Restauration collective (État et ses EP, CT) :
  - Gaspillage alimentaire : mettre en œuvre une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire dans la au 1er septembre 2016 (article 102)
- Eclairage public (État et ses EP, CT) :
  - Faire preuve d'exemplarité énergétique et environnementale (article 189)
- Entretien des espaces verts (personnes publiques) :
  - Interdiction de l'usage de produits phytopharmaceutique au 1er janvier 2017 (sauf entretien voirie) (article 68)
- Fournitures (État, CT):
  - Diminuer de 30 % la consommation de papier avant 2020 (article 79)
  - 25 % de l'achat de produits papetiers en papier recyclés au 1er janvier 2017 / 40 % en 2020 (article 79)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public – Approche transversale (1/2)

- Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (article 76) :
  - Complète la loi relative à l'économie sociale et solidaire en incluant un volet environnemental dans les schémas de promotion des achats
  - Schéma applicable pour un montant d'achats annuels supérieur à 100 millions d'euros par an
  - Obligation de schémas uniquement pour les collectivités territoriales répondant à ce montant d'achat annuel

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public – Approche transversale (2/2)

- Économie circulaire :
  - Définition de l'économie circulaire (article 70) : *« La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets »*
  - Soutien aux pratiques d'économie de fonctionnalité (article 70)
  - ***« La commande publique durable au service de la transition vers l'économie circulaire et de l'atteinte de ses objectifs (article 70) »***

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

La LTECV : quelles implications pour les achats publics ?

- Les objectifs de la loi de transition énergétique
- Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public

➔ *Focus sur l'article 144 de la LTECV*

- Comment rendre opérationnelle la LTECV pour la commande publique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

L’article 144 de la LTECV (1/2)

- Son contenu :
  - *« La commande publique tient compte notamment de la performance environnementale des produits »*
  - *« En particulier de leur caractère biosourcé »*
- Des dispositions réglementaires proposées pour rendre l’article opérationnel
  - Une mesure prévue par la feuille de route issue de la conférence environnementale 2016 (mesure 8b)
  - Une définition des attendus d’une performance environnementale satisfaisante :
    - ✓ Soit par des labels reconnus par arrêté (a minima écolabels répondant à l’ISO 14024)
    - ✓ Soit par un arrêté donnant par famille de produits des exigences minimales de performance environnementale

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

L'article 144 de la LTECV (2/2)

- Des dispositions réglementaires proposées pour rendre l'article opérationnel :
  - Définition du produit biosourcé durable :
    - ✓ Répondre à des exigences environnementales satisfaisantes
    - ✓ Comporter une teneur minimale en biomasse
  - Création d'une base de donnée de produits biosourcés destinée aux acheteurs et aux entreprises
    - ✓ Sur la base d'un dispositif créé aux États-Unis qui a contribué au développement du biosourcé
    - ✓ Pour connaître l'offre existante (sourcing)
    - ✓ Pour déclarer ouverte pour la commande publique une famille d'achats quand l'offre est suffisante

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

La LTECV : quelles implications pour les achats publics ?

- Les objectifs de la loi de transition énergétique
- Les dispositions qui ont un impact sur l'achat public
- Focus sur l'article 144 de la LTECV

➔ *Comment rendre opérationnelle la LTECV pour la commande publique*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Approche opérationnelle – mesure de la conférence environnementale 2016 (1/2)

- Mesure 8b « Utiliser les marchés publics pour favoriser les biens et services durables »
  - *« Former les acheteurs publics »*
    - ✓ Professionnaliser les acheteurs par des formations harmonisées entre les différentes administrations.
    - ✓ Sensibiliser les décideurs aux achats publics durables
    - ✓ Faire connaître le site « Commande publique et développement durable » recensant les publications, formations, rencontres sur les achats publics durables

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Approche opérationnelle – mesure de la conférence environnementale 2016 (2/2)

- Mesure 8b « Utiliser les marchés publics pour favoriser les biens et services durables » (suite)
  - *Leur mettre à disposition de méthodes et d'outils pour bien utiliser les clauses et les critères « environnementaux d'attribution des marchés relatifs à la transition bas-carbone, à la transition vers l'économie circulaire, à la lutte contre la déforestation importée à travers les achats de bois et de produits agro-alimentaires, à la prise en compte des circuits courts ou du « coût » du cycle de vie » :*
    - ✓ Étude et guide sur la lutte contre la déforestation importée à travers les achats de bois et de produits agro-alimentaires en vue de la signature de la déclaration d'Amsterdam par la France
    - ✓ Note opérationnelle sur le guide du Groupe d'études des marchés - Développement durable pour la prise en compte du changement climatique dans la commande publique
    - ✓ Expérimentation sur les marchés publics et l'économie circulaire avec des collectivités publiques volontaires
    - ✓ Étude sur le coût du cycle de vie et outil

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Approche opérationnelle - démarches sectorielles

- Approches sectorielles spécifiques :
  - En 2012, le guide sur l'achat public de véhicules de transport routier
- Dans le cadre des engagements pour la croissance verte :
  - Deux ECV signés sur les déchets du BTP avec les fédérations sectorielles:
    - ✓ Sur le recyclage des déchets de plâtre dans le bâtiment
    - ✓ Sur le recyclage des déchets inertes dans le BTP
  - Travail sur l'instauration d'un lot dédié à la gestion des déchets dans les marchés publics en lieu et place de son imputation au compte prorata (ou approche donnant un résultat similaire)
  - Travail sur le bilan de gestion des déchets à la fin de chaque opération de démolition
  - Travail sur des clauses pour l'intégration des produits recyclés dans le BTP

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Merci de votre attention

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer